

**Avis n° 04-774
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 16 septembre 2004
sur la décision tarifaire n° 2004108 de France Télécom
relative à l'option « Gestion des CoS » de l'offre Turbo DSL**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu l'article 133 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'avis n° 00-378 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 18 avril 2000 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 99223 E relative à la généralisation de l'offre Turbo DSL ;

Vu l'avis n° 01-653 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 11 juillet 2001 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2001471 relative à l'évolution du service Turbo DSL ;

Vu l'avis n° 02-796 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 8 octobre 2002 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002079 relative à l'évolution du service Turbo DSL ;

Vu l'avis n° 03-69 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 16 janvier 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002079 relative à l'évolution de l'offre Turbo DSL ;

Vu l'avis n° 03-987 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 4 septembre 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2003089 relative à l'évolution du service Turbo DSL ;

Vu l'avis n° 04-162 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 10 février 2004 se prononçant sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003160 et n° 2003161 relatives à l'évolution de l'offre « Turbo DSL » et à l'option « Livraison Express » ;

Vu la demande d'avis de France Télécom reçue le 28 juillet 2004 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 1^{er} septembre 2004 ;

Après en avoir délibéré le 16 septembre 2004,

1 L'objet des décisions tarifaires

La présente décision tarifaire a pour objet la création d'une option dite de « Gestion des CoS » dans l'offre Turbo DSL.

1.1 L'offre Turbo DSL

Turbo DSL est un service consistant en une prestation de transport de données en mode ATM entre un Site Central et des sites extrémités. Il est principalement utilisé par les opérateurs afin de proposer des services à valeur ajoutée, notamment des réseaux privés virtuels (RPV), sur le marché professionnel.

Les tarifs Turbo DSL comprennent plusieurs éléments :

- un accès haut débit, reliant le Site Central du client au cœur de plaque (point d'accès au réseau de France Télécom), appelé porte Site Central ;
- les liaisons de raccordement de ce Site Central aux sites extrémités ;
- un certain nombre d'options, notamment des options de Garantie de Temps de Rétablissement, de sécurisation des portes, de mise à disposition d'un VP (Virtual Path).

Les sites extrémités utilisent une ligne DSL comme support de liaison, pouvant être asymétrique (ADSL) ou symétrique (SDSL). Les différents types de liaisons proposées sont caractérisés par un débit crête et un débit garanti, dans le sens descendant et dans le sens montant. Actuellement, quinze types de liaisons sont disponibles, cinq en mode asymétrique et dix en mode symétrique.

Le tarif d'abonnement d'une liaison dépend de ses caractéristiques et de la position relative du site extrémité et de la porte Site Central. Actuellement cinq zones tarifaires sont définies :

- " tarif 1er brasseur " (tarif T) : il est appliqué lorsque le site extrémité est raccordé au même brasseur que la porte Site Central ;
- " tarif urbain " (tarif T0) : il est appliqué lorsque le site extrémité est situé dans le même département que la porte Site Central, et dans une commune répertoriée "zones urbaines " ;
- " tarif départemental " (tarif T1) : il est appliqué lorsque le site extrémité est situé dans le même département que la porte Site Central, mais hors d'une commune répertoriée "zones urbaines " ;
- " tarif plaque " (tarif T2) : il est appliqué lorsque le site extrémité est situé dans la même plaque que la porte Site Central, dans deux départements différents ;
- " tarif régional " (Tarif T3) : il est appliqué lorsque le site extrémité est situé dans la même région DSL que la porte Site Central, dans deux plaques différentes.

1.2 Description de l'option de « Gestion des CoS »

L'option de gestion des classes de services (CoS) donne la possibilité aux clients de l'offre Turbo DSL de disposer de deux circuits virtuels (VC) sur une même liaison d'extrémité. Chaque VC peut dès lors supporter un service différent : accès Internet, RPV, etc.

Quand l'option « Gestion des CoS » est souscrite pour une liaison Turbo DSL, la somme des débits garantis des deux VC de la liaison est égale au débit garanti de la liaison nominale. La répartition du débit garanti entre les deux VC peut être soit du type 50/50, soit du type 75/25.

L'option « Gestion des CoS » peut être souscrite aussi bien pour les nouvelles liaisons Turbo DSL que pour les liaisons déjà existantes. Dans ce dernier cas, l'activation de l'option ne nécessite pas de migration physique, la migration logique étant réalisée en heures non-ouvrables afin de limiter l'impact de la coupure de la liaison pour le client final.

La mise en place d'un second VC nécessite que l'équipement terminal installé par l'opérateur au niveau du site extrémité considéré soit compatible avec le multi VC et puisse être activé à distance.

1.3 Tarification de l'option de « Gestion des CoS »

L'option « Gestion des CoS » est facturée à travers un tarif récurrent mensuel qui varie selon le profil de la liaison Turbo DSL, mais est indépendant de la zone tarifaire. Il vient s'ajouter au tarif récurrent mensuel de la liaison proprement dit.

Les tarifs sont présentés dans les tableaux suivants.

liaisons asymétriques :

	0,5ca	1c75a	1ca	2ca	2ga
débits crête (kbit/s)	608/160	1200/320	1200/320	2048/320	2048/320
débits garantis (kbit/s)	75/75	75/75	150/150	250/250	2048/320
Tarif mensuel de l'option (€/mois)	15	15	20	30	60

liaisons symétriques :

	0,5cs	0,5gs	1cs	1gs	2cs	2c500s	2gs	4c1000s	4c2000s	4gs
débits crête (kbit/s)	640	640	1280	1280	2048	2048	2048	4096	4096	4096
débits garantis (kbit/s)	75	640	150	1280	250	500	2048	1000	2000	4096
Tarif mensuel de l'option (€/mois)	15	40	20	50	30	40	60	50	60	70

Par ailleurs, des frais d'accès au service sont redevables uniquement dans le cas où l'option « Gestion des CoS » est commandée sur une liaison Turbo DSL préexistante et s'élèvent dans ce cas à 150 € HT, quel que soit le profil de la liaison. Si par contre l'option est commandée en même temps qu'une nouvelle liaison Turbo DSL, seuls les frais d'accès au service de la liaison, et non ceux de l'option, s'appliquent.

2 L'analyse de l'Autorité

L'option « Gestion des CoS » semble répondre aux attentes des opérateurs. Cette option permet ainsi d'agréger deux services distincts pour une même liaison d'extrémité, par exemple un accès Internet et un accès RPV, configuration qui nécessitait jusqu'alors la commande de deux liaisons Turbo DSL. Cette évolution permet donc d'optimiser les coûts supportés par l'opérateur pour le raccordement d'un client donné.

D'un point de vue tarifaire, l'introduction de cette nouvelle option, qui représente un surcoût moyen de 10% du récurrent mensuel de la liaison, ne remet pas en cause l'absence de squeeze tarifaire entre un accès Turbo DSL et un accès en dégroupage total.

Sur le plan technique, les conditions de migration proposées par France Télécom pour les liaisons existantes semblent correspondre aux exigences des clients finals. La migration, entraînant une coupure de plusieurs heures, est ainsi opérée de nuit, la date étant choisie par l'opérateur. Il apparaît en outre qu'une part significative du parc des équipements terminaux déjà installés par les opérateurs au niveau des sites extrémités est compatible avec le multi VC. L'activation d'un second VC ne nécessite donc pas systématiquement une intervention de l'opérateur au niveau du site extrémité.

Enfin, il n'est pas apparu dans l'analyse d'élément technique qui empêcherait la réplication de cette option par le dégroupage.

3 Conclusion

Dans ces conditions, l'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n°2004108 de France Télécom, sous réserve que la date d'entrée en vigueur de cette décision tarifaire n'intervienne pas avant le 16 octobre 2004 afin que les opérateurs alternatifs clients de l'offre puissent mettre en place leurs programmes de commercialisation de cette option dans les mêmes conditions que le groupe France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'état, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 2004.

Le Président

Paul Champsaur